

TRANSPORT DE MATERIAUX DE CHAUSSEE

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025-0010

Date limite de remise des plis

06 / 05 / 2025 à 11 heures

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental de la Nièvre
Nièvre Travaux et Matériels
Représentant : Fabien Bazin Monsieur le Président
Adresse :
Hôtel du département
58039 Nevers CEDEX
Téléphone : 03 86 60 67 00
Courriel : marchespublics@nievre.fr
Site internet : <https://nievre.fr>











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **TRANSPORT DE MATERIAUX DE CHAUSSEE**

Prestations pour les besoins des Unités Territoriales des Infrastructures Routières et de Nièvre Travaux et Matériels

Code CPV	Libellé CPV
60100000-9	Services de transport routier

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	TRANSPORT DE MATERIAUX DE CHAUSSEE
 Acheteur	Conseil départemental de la Nièvre
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum mono-attributaire de services
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Les prestations seront à réaliser sur l'ensemble des routes du département de la Nièvre.
 Délai	4 ans
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	Forfait de 150 €
 Variation des prix	Révisables (formule), formule 0,15 + 0,85 (TRTPm / TRTPo)
 Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation fait l'objet d'un lot unique.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.

■ **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de Consultation
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Détail Estimatif
- Acte d'engagement
- Bordereau des Prix Unitaires
- Annexe RGPD

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : www.marches.ternum-bfc.fr.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Capacité économique et financière	
Certificat de régularité fiscale	<i>Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales</i>
Capacité technique et professionnelle	
Capacités professionnelles	<i>Liste de plusieurs références ou des certificats de capacité, pour des prestations récentes de même nature et de même importance que celles qui feront l'objet du marché</i> <i>Autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier ; licence de transport, inscription au registre des transporteurs ; attestation de capacité</i>

Document	Descriptif
	<i>professionnelle</i>
Certificat de régularité sociale	<i>Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise</i>
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i> <i>Liste des chauffeurs titulaires de permis CE</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i> <i>Liste des ensembles bennes articulées (tracteurs + bennes) en indiquant les PTRAs de chacun, les types de bennes et de bâches (latérales ou avants) de chaque véhicule pouvant être mis à disposition, le nombre d'ensemble bennes articulées de transport ayant une capacité de chargement de PTRAs de 44T, la capacité de mettre à disposition 6 ensembles / jour pendant 1 semaine</i>
Assurance responsabilité civile	<i>Une attestation de responsabilité civile pour les préjudices directs causés par ses employés ou matériels, au personnel et aux biens du Conseil Départemental de la Nièvre ainsi qu'aux tiers en cas d'accidents ou d'incendies</i>
Assurance responsabilité professionnelle	<i>Une attestation d'assurance professionnelle contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité pour tout préjudice direct qui résulterait d'une omission, d'une faute ou d'une erreur dans l'exécution de sa mission.</i>
Autres justificatifs	
Annexe sur les performances en matière de protection de l'environnement	<i>Toute information permettant de constater les efforts du candidat pour limiter son impact environnemental (attestation d'une formation à l'écoconduite des conducteurs, véhicules faible émission, normes EURO des véhicules, utilisation de bio-carburant...)</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Hôtel du département
Nevers
58039 Nevers CEDEX

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions doivent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de

régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Descriptif
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières au vu des éléments fournis à l'appui des déclarations du candidats à produire
2. Preuves de la capacité professionnelle	Références présentées pour des prestations de même nature et de même importance achevées depuis moins de 3 ans
3. Moyens humains et matériels du candidat	Moyens humains et matériels mis à disposition dans le cadre du présent marché

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	
1. Prix (60%)	<p>Les offres des candidats sont comparées à l'offre la moins chère (une fois écartée les offres déclarées anormalement basses).</p> <p>NPRIX = 100 x Offre conforme la moins chère / Offre du candidat</p> <p>Cette note brute sera arrondie de manière à disposer de deux décimales.</p> <p>En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.</p> <p>Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.</p> <p>En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.</p> <p>Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.</p>
2. Valeur technique (40%)	<p>Valeur technique</p> <p>Le critère 2 est noté et apprécié au vu du mémoire technique : le nombre de point est attribué en fonction des réponses fournies (/40 points maximum)</p>
- certification (8 pnts)	<p>La certification attestant des capacités de transport de marchandises de la société et des sous-traitants (Certification fournie = 8 points, non fournie ou incomplète = 0 point)</p>
- mise à disposition de 6 ensembles bennes articulés et 2 camions 8 X 4 (14 pnts)	<p>La capacité de mettre à disposition par jour de 6 ensembles bennes articulés et 2 camions bennes 8 X 4, pendant 1 semaine : / 14 points (disponibilité de 6 ensembles ou plus et 2 camions 8 X 4 ou plus = 14 points, inférieures à 6 ensembles ou 2 camions 8 X 4 = 7</p>

Critère	
	points, pas de précision =0 point)
- Moyens humains (3 pnts)	La liste des chauffeurs titulaires de permis CE : / 3 points (liste complète et détaillée = 3 points, succincte = 1,5 points, non fournie = 0 point)
- Moyens matériels et techniques (7 pnts +2 pnts = 9 pnts)	<p>- La liste et le nombre des ensembles bennes articulées (tracteurs + bennes) en indiquant les PTRAs de chacun et la liste et le nombre des camions-bennes 8 X 4 en indiquant les PTAC de chacun : / 7 points (liste complète et détaillée = 7 points, succincte = 3,5 points, non fournie = 0 point)</p> <p>- Le type de bennes et de bâches (replis latéraux ou avants) de chaque véhicule pouvant être mis à disposition : / 2 points (liste complète et détaillée = 2 points, succincte = 1 point, non fournie = 0 point)</p>
- Protection de l'environnement (6 pnts)	Dispositions mises en place pour limiter l'impact environnemental des prestations objet du marché (formation à l'écoconduite, véhicules faible émission, normes EURO des véhicules, utilisation de bio-carburant...)

Modalités de calcul des notes :

ANALYSE FINALE DES OFFRES :

Les notes ainsi attribuées à chaque critère, seront pondérées et classées par ordre décroissant pour donner le classement final.

NOFFRE = NPRIX + NVTECH

L'offre économiquement la plus avantageuse étant celle ayant obtenu la note de 100 ou la plus proche de 100.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur www.marches.ternum-bfc.fr. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas
BP 61616
21000 Dijon Cedex
Téléphone : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Télécopie : 03 80 73 39 89
Site internet : dijon.tribunal-administratif.fr



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)